

## **FO EXIGE DE VRAIES POLITIQUES EN FAVEUR DE LA JEUNESSE NON AU SERVICE DE PLACEMENT DE LA MAIN D'ŒUVRE**

**Tout juste 6 mois avant l'arrivée de France Travail, prévue dans la future loi « pour le plein emploi », les salariés des Missions Locales sont inquiets.**

Aucune information, aucune anticipation, à nouveau il sera demandé aux salariés de s'adapter au dernier moment : nouvelles méthodes de travail, nouveaux dispositifs, nouveaux collègues, nouvelle gouvernance ?

Rien, aucune information. Comme pour le CEJ (Contrat d'Engagement Jeunes), les salariés devront s'adapter en permanence, à des évolutions de politiques publiques qu'ils n'ont pas demandées et qui ne correspondent à aucun besoin évalué sur le terrain !

Le gouvernement légifère sans prendre en considération l'avis des mieux placés : les professionnels de l'insertion, ni les besoins des salariés, et encore moins les besoins des jeunes.

**Le manque de considération générale des jeunes a des conséquences lourdes, et malheureusement nous en voyons directement les effets avec l'actualité des violences urbaines.**

Ces violences, si elles sont condamnables sont surtout un révélateur des malaises et des problèmes qui sont devenus structurels pour cette jeunesse à force de ne pas être traités. Les citoyens ne sont pas entendus, la dernière séquence avec la réforme des retraites l'illustre bien. Et ce sont des ressentiments, de la colère voire de la haine qui s'installent.

**FO réaffirme ses revendications :**

- ⇒ **Des financements pérennes, la fin des contrats pluriannuels d'objectifs (CPO)**
- ⇒ **Les moyens à hauteur des besoins de l'accompagnement global des jeunes**
- ⇒ **Les moyens pour les projets d'insertion des jeunes : une allocation ferme sur laquelle les jeunes peuvent compter**
- ⇒ **Une augmentation significative des salaires et les 183 euros pour tous, tout de suite**

**FO affirme son soutien aux équipes des Missions Locales qui ont, dans cette période de troubles, subi des dégradations :** Saint-Etienne du Rouvray, Le Havre, Rouen, Amiens ou encore Lille. Les Missions Locales sont un des derniers lieux associatifs qui accueillent encore et toujours les jeunes sans les juger.

**Dans les Missions Locales, le « projet professionnel » des jeunes disparaît au profit « des métiers en tension ». L'évolution est claire, l'insertion professionnelle émancipatrice s'efface devant l'indispensable machine à faire fonctionner l'économie capitaliste, avoir de la main d'œuvre et au plus bas coût si possible. Le service public de l'insertion professionnelle tend à se réduire à un service aux employeurs.**

C'est d'ailleurs ce qu'a ajouté la Commission des Affaires Sociales du Sénat aux missions de France Travail ce 28 juin, celle de répondre aux besoins des employeurs en matière de recrutement.

**Pour FO, le projet France Travail ne répond en rien aux besoins des salariés comme aux besoins des jeunes.**

Aujourd'hui, les salariés des Missions Locales sont inquiets. Cela s'ajoute à des tensions quotidiennes directement liées à l'introduction de sanctions et l'obligation d'activité.

**Pour FO, ces méthodes d'un autre temps doivent disparaître pour remettre au cœur des politiques publiques de jeunesse l'émancipation par la formation qualifiante, l'accompagnement global et la libre adhésion.**

- ⇒ **L'amélioration des conditions de travail par la baisse de la charge de travail**
- ⇒ **Des garanties sur la préservation des emplois actuels**
- ⇒ **Abrogation de la réforme des retraites**
- ⇒ **Retrait du projet France Travail**